

la signification de ce discours, nous savons à présent que les paroles de M. Rusk n'indiquaient aucun changement dans la politique américaine.

M. CROLL : Oui, mais continuez, s'il vous plaît.

L'hon. M. PEARSON : Peu après la prononciation de ce discours, M. Acheson, dans une conférence de presse, déclara sans ambages, à ceux qui lui avaient posé ces questions, que le gouvernement des Etats-Unis était prêt à négocier avec le gouvernement communiste de la Chine.

M. COLDWELL : A condition que...

L'hon. M. PEARSON : Aucune condition n'était indiquée, mais les Etats-Unis consentaient à engager des pourparlers avec le gouvernement chinois. Lors de cette conférence, une question fut posée à M. Acheson, que je vais vous rapporter textuellement ici :

Monsieur, advenant un règlement, avec qui, selon vous, ce règlement serait-il négocié : les Coréens du Nord, les Russes ou les Chinois ?

Voici la réponse de M. Acheson : "A mon avis, tout règlement qui serait négocié le serait avec les auteurs du présent désordre, donc, je suppose, avec les Chinois."

On fit ensuite à M. Acheson cette question : "Monsieur le secrétaire, pour ce qui est plus particulièrement de la déclaration de M. Rusk voulant que le régime de Peï-Ping ne représente pas le peuple de la Chine, cela signifie-t-il que nous ne traiterions pas avec ce gouvernement si l'occasion se présentait de négocier un règlement en Corée?—A quoi M. Acheson répondit ce qui suit : "Comme je l'ai dit, si l'on veut mettre fin à une lutte engagée par un ennemi en particulier, il faut bien traiter avec cet ennemi. Ce sont les propres termes, je crois, du général MacArthur. D'ailleurs, le fait est universellement admis."

Voilà ce qu'a répondu M. Acheson.

M. GRAYDON : Pour revenir à la déclaration de M. Dean Rusk concernant l'attitude envers la Chine, je pense qu'entre tous les commentaires qui ont été faits sur le sujet ceux de M. J. B. McGeachy, formulés au cours d'une allocution radiophonique du dimanche soir, sur les ondes de Radio-Canada, ont brossé le meilleur tableau de la situation.

L'hon. M. PEARSON : Depuis lors, nous avons reçu des renseignements de notre ambassadeur à Washington, à qui nous avons demandé de s'enquérir sur les lieux ; celui-ci nous assure que la déclaration de M. Rusk n'impliquait aucun changement d'attitude, et n'avait pas passé par la censure des autorités supérieures du ministère américain des Affaires étrangères. Nous avons vivement apprécié cette assurance.

M. COLDWELL : Puis-je savoir si notre ambassadeur, M. Hume Wrong, accompagnait sir Oliver Franks lorsque ce dernier fit des représentations au ministère américain des Affaires étrangères relativement à la situation en Corée et aux discours contradictoires qui avaient été prononcés récemment aux Etats-Unis au sujet de cette situation ?

L'hon. M. PEARSON : Sir Oliver Franks ? Non.

M. Low : J'ai signalé, l'autre jour je crois, que l'une des expressions qui reviennent souvent sous la plume des membres du ministère — et justement le Ministre l'a employée dans son discours de samedi soir dernier — expression équivoque au possible, est la suivante : "La défaite de l'agression." Le Ministre serait bien aimable de nous donner là-dessus des éclaircissements ?